



SWEDD

AUTONOMISATION
DES FEMMES ET
DIVIDENDE
DÉMOGRAPHIQUE
AU SAHEL

SAHEL WOMEN'S
EMPOWERMENT
AND
DEMOGRAPHIC
DIVIDEND

7

SÉRIE SWEDD : GUIDE DE BONNES PRATIQUES

ACCROISSEMENT DES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES POUR LES ADOLESCENTES ET JEUNES FEMMES

Les recherches menant à ce Guide ont été dirigées par Plan International WACA et portent sur le projet SWEDD. Les informations guideront la mise en œuvre du SWEDD+



© UNFPA/Anne Senges, Banque mondiale

Le projet couvre des pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre

■ SWEDD (2015–2024) ■ SWEDD+ (2024–2028) ■ SWEDD & SWEDD+

Ce Guide a pour objectif de mettre en exergue les bonnes pratiques, les leçons apprises et les défis rencontrés dans le déploiement du volet « Accroissement des opportunités économiques » pour les adolescentes et jeunes femmes (AJF) participantes. Les activités en lien avec ledit volet dans les différents pays couverts par le projet SWEDD ont offert aux AJF participantes des opportunités pour renforcement de capacités en termes de compétences techniques, professionnelles, entrepreneuriales et de vie. Elles ont également bénéficié de crédits et de subventions d'actifs productifs (appuis matériels et dotations financières), contribuant à la création d'emplois décents. Les formations offertes ont notamment inclus des filières traditionnellement occupées par les hommes, permettant d'insérer les AJF dans ces métiers avec succès. Des activités de plaidoyer et de sensibilisation ont également été implémentées pour créer un environnement favorable à l'autonomisation économique des AJF des communautés bénéficiaires.





© UNFPA/Ollivier Girard

Échantillon : 17 informateurs clé dans 3 pays du SWEDD : Le Tchad, le Mali et la Côte d'Ivoire

Sources principales de données : ressources documentaires et entretiens avec des personnes ressources

Démarche méthodologique de collecte : qualitative, avec un canevas de lecture et un guide de conversation

Méthodologie d'analyse : analyse de contenu sur la base d'un guide d'extraction

Dates : janvier à juin 2023

Voir les annexes à la fin du document pour plus de détails sur la méthodologie et les répondants

Ces activités se sont déroulées de façon collaborative entre les institutions publiques et privées, la société civile et les communautés cibles. Le processus s'est articulé autour de plusieurs étapes. Nous examinerons ci-dessous les phases de :

1 la conceptualisation, et

2 la mise en œuvre du projet, ainsi qu'un aperçu du

3 suivi de l'évaluation et des apprentissages de ces deux phases. Les leçons qui leur sont subséquentes seront également évoquées.

Que nous disent les évidences mondiales sur les interventions efficaces pour accroître l'autonomisation économique des femmes ?

Adopter une approche inclusive et multisectorielle dans la programmation des interventions

- Sur la base d'études de cas réalisées dans toute l'Afrique subsaharienne, un rapport (Moore, 2015) suggère que la combinaison d'une formation axée sur des compétences pertinentes pour le marché, avec un accès à des opportunités d'emploi et d'affaires, ainsi qu'à des services financiers appropriés, peut favoriser les opportunités économiques des jeunes. Le document souligne l'importance de reconnaître le rôle des moyens de subsistance mixtes dans les contextes où les emplois formels font défaut, et de soutenir l'engagement des jeunes dans l'agriculture et l'agro-industrie en tant que moyens de subsistance viables. En outre, le document souligne que les défis ne peuvent être relevés de manière adéquate que par l'engagement significatif d'une série de parties prenantes, y compris le secteur privé, le gouvernement, la société civile et, en particulier, les jeunes eux-mêmes (Humphreys and Cook, 2018).

- ✦ Une étude conjointe d'Aflatoun International, Plan International et Crédit Suisse (Singh & Schneiders, 2016) montre que la combinaison de différents types d'interventions offre des résultats plus durables. Elle statue que si les programmes d'éducation financière et de formation professionnelle visant à aider les adolescentes à trouver un emploi rémunéré peuvent être de puissants agents de transformation pour l'autonomisation, l'association de l'éducation financière, l'éducation sociale et l'éducation à la santé semble être une formule assez équilibrée pour les interventions visant à renforcer l'autonomie des adolescentes dans les pays en développement.
- ✦ Dans le même esprit, une analyse de données probantes de « Gender and Adolescence: Global Evidence (GAGE) » (Stavropoulou, 2018) a conclu que *« les interventions intégrant un éventail d'activités sont plus efficaces que les interventions indépendantes, car elles opèrent à différents niveaux et sont capables de répondre aux contraintes diverses et complexes auxquelles les adolescentes et les jeunes femmes sont confrontées dans leur vie quotidienne. Les interventions intégrées semblent plus prometteuses et capables d'atteindre un ensemble plus large de résultats interconnectés et se renforçant mutuellement afin d'autonomiser les participantes au lieu de simplement accroître l'emploi, les revenus ou l'épargne des filles. En effet, il existe des synergies positives entre les résultats économiques et non économiques, tels que l'amélioration de l'estime de soi, le renforcement de la mobilité et de la prise de décision, la baisse de la fécondité et la protection contre la violence, qui peuvent maximiser l'efficacité du programme. »*

Encourager l'insertion des adolescentes et jeunes filles dans les métiers traditionnellement réservés aux hommes

- ✦ Une méta-analyse en 2013 de 26 études axées sur les pays à revenu faible et intermédiaire, principalement en Amérique Latine et aux Caraïbes, a montré que l'Éducation et la Formation Techniques et Professionnelles (EFTP) avait un « effet positif et statistiquement significatif » sur les jeunes pour ce qui était de l'emploi rémunéré, de l'emploi formel et des revenus. Toutefois, un programme de formation technique au Malawi, qui a placé des jeunes hommes et femmes en apprentissage auprès de maîtres artisans et a observé un taux élevé et imprévu d'abandons parmi les jeunes femmes, a montré que les interventions d'EFTP devaient être conçues en tenant compte des défis spécifiques des jeunes femmes (en ce qui concerne les normes sociales sexospécifiques par exemple), tant dans les instituts d'EFTP urbains que dans les contextes d'apprentissage ruraux (Plan International, 2018).
- ✦ Une étude de la Banque mondiale (Gender Innovation Lab) a testé, en République du Congo, le lien entre le choix d'une formation professionnelle dans un métier et la disponibilité d'informations relatives aux revenus qui peuvent en découler. Les résultats démontrent qu'une intervention relativement peu coûteuse (faire visionner une vidéo contenant des informations sur les revenus spécifiques au métier) a le potentiel d'attirer les femmes vers des professions dominées par les hommes: lors de l'expérience, 28,6 pour cent de femmes en plus ont choisi un emploi à prédominance masculine dans le groupe qui a visionné la vidéo. Dans l'optique de désagréger les programmes d'EFTP et de faire en sorte que davantage de femmes s'inscrivent à des formations dans des métiers bien rémunérés, les responsables de la mise en œuvre des programmes devraient afficher des informations sur les revenus spécifiques au métier avant l'inscription (Gassier, Rouanet, & Traore, 2022).

La conceptualisation des activités

Cette phase du processus s'est articulée autour de deux axes: (1) une analyse situationnelle et (2) la construction de partenariats stratégiques.

Analyse situationnelle

Elle a été effectuée en se basant sur la documentation existante, exploitée par un comité ad hoc. Ces travaux ont été renforcés par des études empiriques et des ateliers techniques. Elle a permis d'élaborer l'état des lieux en ce qui concerne les conditions de vie des adolescentes et jeunes femmes, ainsi que les opportunités en matière d'emploi et d'activités génératrices de revenus. Ce travail a conduit à fixer les orientations générales du projet, rédiger le sous-projet en lien avec l'accroissement des opportunités économiques, identifier les différents freins à l'autonomie des adolescentes et jeunes femmes, et choisir les domaines et filières porteurs vers lesquels orienter les bénéficiaires du projet.

En plus des analyses de condition de vie, une étude du marché de l'emploi a été réalisée au Mali et au Tchad par l'exploitation de la documentation existante. En Côte d'Ivoire, le secteur privé a été intégré comme un des acteurs clés du processus. Une étude menée sur le terrain a permis de recueillir auprès d'entrepreneurs, structures financières et groupements locaux, des informations actualisées sur les secteurs porteurs, les opportunités, les difficultés réelles et des recommandations dans chacune des régions couvertes par le projet.

L'analyse situationnelle a permis d'apprécier la demande et l'offre sur le marché de l'emploi ainsi que la situation sociale et sociétale qui caractérisent les conditions de vie des adolescentes et jeunes femmes dans les trois pays. Des informations en adéquation avec les réalités du terrain, surtout en matière d'offres et de demande réelles, ont soutenu l'élaboration du sous-projet.



Construction de partenariats stratégiques

Les acteurs étatiques de chacun des pays ont fait preuve d'un leadership efficace dans la construction de partenariats essentiels à la réussite du projet. Un comité technique constitué d'experts en genre ainsi que des personnes ressources issues des différents ministères sectoriels impliqués a conduit les activités, dans chaque pays, en collaboration avec des partenaires techniques et des représentants de la société civile. Il est à noter l'implication, dans le cas spécifique du Mali ainsi que du Tchad, des représentantes des structures faïtières des associations

féminines ainsi que des représentants des leaders traditionnels et religieux dans la conceptualisation du sous-projet. Cela a été matérialisé notamment par leur participation à plusieurs ateliers de concertation, de sensibilisation et de plaidoyers.



Il convient d'éviter de faire cavalier seul et d'impliquer toutes les parties prenantes intéressées par la thématique. A cet effet, la mobilisation de plusieurs acteurs des ministères sectoriels, autour des axes programmatiques et des activités subséquentes, s'est révélée une planche de salut.

Rapport sur le déroulement du SWEDD au Tchad



Leçons clés apprises de la conceptualisation des activités



Leçon 1 : Adopter une approche inclusive pendant la conceptualisation en privilégiant la collaboration des structures étatiques avec la société civile.

La participation active des groupements et associations au niveau local, des leaders traditionnels, chefs religieux et administratifs, des membres des communautés cibles, et des bénéficiaires du projet semble augmenter les chances de réussite des interventions et accroître l'intérêt des communautés.¹



Leçon 2 : Impliquer le secteur privé dans l'analyse du marché de l'emploi.

L'implication des acteurs du secteur privé (employeurs potentiels, prestataires de services, etc.) à cette phase permet de prendre en compte leurs attentes, mieux évaluer la demande sur le marché et encourager la création d'un environnement favorable à l'emploi décent.

PHASE

2

La mise en œuvre des activités

Cette phase du processus s'est articulée autour de deux principaux volets: (1) la préformation et la formation en vue de l'accès à un travail décent, et (2) l'accompagnement pour la recherche d'un emploi ou l'exercice d'un métier. Elle a été conduite au niveau institutionnel par les ministères en charge des affaires sociales et du développement du genre avec l'appui d'autres ministères (planification, santé, jeunesse, emploi, éducation notamment), des Unités de Gestion du Projet-SWEDD (UGP), des autorités administratives et territoriales, et des Agences Nationales d'Appui au Développement Rural (en Côte d'Ivoire et au Tchad). Au niveau opérationnel, des ONG² ont été recrutées suivant des critères spécifiques dont entre autres, l'existence légale, la preuve de leur présence sur le terrain, leur ancrage communautaire, l'expertise technique, etc. Les différentes zones d'intervention ont été ainsi confiées aux ONG sélectionnées suivant les principes ci-dessus énumérés. On note cependant une responsabilisation relativement plus accrue de celles-ci en Côte d'Ivoire.³ Des points focaux des ministères impliqués, des responsables de structures décentralisées de l'État et les autorités locales ont pris une part active dans le bon déroulement des activités dont la mise en œuvre a été assurée par les différentes ONG mandatées.

¹ Les différents rapports finaux relèvent l'importance de l'implication de ces différents acteurs dans le succès des interventions. Particulièrement, le soutien des leaders communautaires pour acquérir l'adhésion des communautés cibles est souligné notamment en Côte d'Ivoire (Rapports IRC et AIBEF) et au Tchad (Rapport UGP SWEDD Tchad).

² Deux ONG en Côte d'Ivoire, 7 au Mali et 4 au Tchad ont assuré la mise en œuvre du projet.

³ Les ONG en Côte d'Ivoire ont élaboré les projets sur la base des orientations nationales soumises par les ministères.

La préformation et la formation en vue de l'accès à un travail décent

En prélude à la formation des bénéficiaires, **la phase de préformation** a inclus les différentes activités ci-après énumérées :

➤ **L'identification et l'inscription des bénéficiaires** : cette étape a été gérée avec des stratégies spécifiques à chacun des pays, à l'issue d'une mission de sensibilisation à l'intention des bénéficiaires potentielles, leurs parents et les membres de leurs communautés, sur les opportunités en lien avec les filières identifiées dans chaque zone. Au Tchad, des comités ad hoc sous la responsabilité des ONG ont identifié les bénéficiaires au sein de groupements existants. Au Mali par contre, une "loterie publique" a été organisée et a permis de sélectionner les participantes au volet économique. En Côte d'Ivoire, les bénéficiaires ont été sélectionnées au sein des espaces sûrs (ES) sur la base d'une enquête pour identifier les jeunes filles les plus vulnérables parmi celles qui ont démontré une participation assidue aux activités réalisées dans lesdits espaces. Elles y avaient bénéficié d'un renforcement en compétences de vie, incluant les sensibilisations sur l'importance de l'autonomisation des femmes, la prise de parole en public, et la communication, tout ce qui permet d'accroître la confiance en soi et les capacités de leadership ainsi qu'une motivation pour la poursuite d'Activités Génératrices de Revenus (AGR).⁴

➤ **L'identification et la préparation des centres de formation** : pour assurer la formation professionnelle des bénéficiaires, des centres de formation et des formateurs ont été identifiés et préparés. Il s'agit notamment de déployer des dispositifs de renforcement de capacités opérationnelles desdits centres, de mettre en place des conventions entre les parties concernées et de former les formateurs des bénéficiaires. Ces derniers ont donc été outillés pour accompagner les bénéficiaires dans l'acquisition des différentes compétences ciblées.



© UNFPA/Ollivier Girard

➤ **La mobilisation et la sensibilisation des jeunes et de la communauté** : cette phase a permis de gagner l'adhésion des communautés aux idéaux du projet. Des actions de plaidoyers auprès des leaders traditionnels ont permis d'obtenir leur approbation et leur soutien.⁵ C'est un facteur primordial pour le bon déroulement des activités du projet, eu égard au pouvoir d'influence desdits leaders sur les attitudes et pratiques quotidiennes des membres des communautés cibles. Des actions de communication ont été conduites et supervisées par les ONG de mise en œuvre avec l'appui des entités déconcentrées de l'État. Les leaders religieux, traditionnels et communautaires, de même que des associations féminines, ont été à la fois les cibles et les vecteurs de la stratégie développée en vue de l'appropriation des finalités du sous projet. Les mentors en Côte d'Ivoire, qui entre temps ont été formés, ont également participé à ces activités. Divers canaux ont été utilisés: la radio, les affiches au niveau des services techniques, des pièces de théâtre, et les différentes séances de formations.

➤ **Les activités de formation proprement dites** ont été menées sur plusieurs niveaux. Les auditrices ont bénéficié de cours d'alphabétisation, de formations en montage et gestion d'entreprise et, selon la filière choisie, de renforcement de capacités spécifiques y relative.

➤ **Alphabétisation en langues locales** : les bénéficiaires du programme ont été formées pendant trois mois pour savoir lire et calculer en langues locales. Cette formation a été assurée au Mali

⁴ Côte d'Ivoire: Rapport final de projet de l'IRC, p. 37.

⁵ On peut souligner par exemple le cas du Tchad où des campagnes de sensibilisation et de plaidoyer organisées à l'endroit des autorités traditionnelles et des communautés ont permis aux femmes des groupements des régions de Salamet et de Hadjer Lamis de gagner 70 hectares de terres.

par des agents alphabétiseurs à raison d'un agent pour quinze (15) AJF⁶ comme préalable à leur participation ultérieure aux formations économiques. Au Tchad, les agents alphabétiseurs, francophones et arabophones ont été renforcés pour assurer les cours à l'intention des AJF (1 agent pour dix apprenantes).⁷ En Côte d'Ivoire, les agents alphabétiseurs identifiés par la Direction de l'alphabétisation ont été renforcés pour assurer au sein des ES les cours d'alphabétisation à l'endroit des AJF (1 agent pour 30 apprenantes).⁸ Ces initiatives ont permis de concrétiser le droit d'accès à la connaissance pour ces apprenantes. Elles ont pu mieux saisir les notions théoriques qu'elles ont acquises au cours des formations professionnelles ultérieures. Comme a noté un répondant de l'UGP du Mali : « *La formation en langue locale pour les filles et la possibilité d'opérer le choix de leur convenance offerte à elles sont des aspects à pérenniser. Il en est de même du caractère holistique de la prise en charge: non seulement elles ont été formées à lire et à écrire, elles ont bénéficié d'une attestation de formation et ont reçu une dotation en matériels.* »

Les kits *Learn to Earn* en Côte d'Ivoire :

« *Learn to Earn* » est un module de formation entrepreneuriale dont le contenu a été réadapté au contexte ivoirien dans le cadre du projet SWEDD. Le déroulement de la formation s'est fait au sein des Espaces Sûrs en deux ateliers pendant 13 heures réparties sur trois jours et était basé sur des exercices pratiques à chaque session. Les bénéficiaires ont appris à identifier une idée d'affaire et en étudier la faisabilité puis effectuer une étude de marché. Elles ont également acquis des notions en techniques et stratégies de vente ainsi qu'en comptabilité simplifiée et gestion quotidienne d'une micro-entreprise. La question du financement de l'activité et des compétences socio-émotionnelles a également été abordée. Des séances techniques de travail avaient pour but d'actualiser les connaissances des formateurs sur les notions entrepreneuriales, le canevas du plan d'affaires ainsi que son remplissage. Lesdits kits ont ensuite été transmis aux bénéficiaires ainsi que les fiches de rapportage et de suivi de la formation entrepreneuriale.

- **Techniques de montage et de gestion des microprojets/entreprises :** Les bénéficiaires ont été armées sur la gestion d'entreprise, comptable et financière. Elles se sont vues renforcées dans leurs capacités entrepreneuriales et ont appris à élaborer des plans d'affaires. Le cas de la Côte d'Ivoire avec les kits *Learn to Earn* est un exemple dans ce domaine.
- **Formations techniques et professionnelles :** Au Mali et au Tchad, les bénéficiaires ont pu suivre des formations leur permettant d'amorcer ou d'exercer une activité professionnelle. Plusieurs centres de formation professionnelle ont été contractualisés à cet effet. Il est important de relever la part faite aux métiers non traditionnellement réservés aux femmes dans les curriculums de formation. Les adolescentes et jeunes femmes ont ainsi eu accès à des domaines comme les métiers du bâtiment, la climatisation, la mécanique, les énergies renouvelables ou encore l'informatique. D'autres professions plus « classiques » (couture, coiffure, restauration, maraichage, etc.) étaient également disponibles et choisies par des bénéficiaires.

- **Renforcement de capacités dans les domaines de l'agriculture, l'aviculture, la pisciculture et la transformation agro-alimentaire :** Les bénéficiaires qui ont choisi un de ces domaines ont été outillées avec des techniques simples et elles ont pu acquérir ou renforcer leurs connaissances techniques. Il faut noter que ces domaines ont été en grande partie couverts au Tchad, en comparaison avec le Mali où seulement cinq participantes ont opté pour la transformation agro-alimentaire. Les choix des domaines et les filières seraient issus des consultations avec les bénéficiaires et des pratiques économiques du milieu.

⁶ Rapport de synthèse des progrès réalisés et résultats enregistrés dans le cadre de la mise en œuvre du sous projet d'appui à l'apprentissage et à l'autonomisation économique des filles et des femmes associées à la SRMNIN, UGP SWEDD Mali, Mars 2022, p. 10.

⁷ Rapport synthèse de mise en œuvre du SWEDD, UGP SWEDD Tchad, Aout 2019, p. 27.

⁸ Rapport de clôture de projet de l'AIBEF, p. 15 et du rapport final de projet de l'IRC, pp. 21&22.

- 🔸 **Activités génératrices de revenus (AGR) :** Les bénéficiaires ont été sensibilisées et formées sur les AGR par l'initiation aux petits commerces, la transformation des produits alimentaires, l'épargne et le micro-crédit.

L'accompagnement pour la recherche et le maintien dans l'emploi ou l'exercice d'un métier

L'examen des interventions déployées dans les trois pays fait écho à différentes démarches au nombre desquelles trois stratégies modélisées (Agri-ProFocus; IIRR, 2013) peuvent être mises en relief.

i. Atténuer la résistance en s'appuyant sur la tradition : La professionnalisation des tâches traditionnelles des femmes permet d'augmenter la visibilité de celles-ci, de créer de nouvelles opportunités commerciales et d'améliorer la position des femmes dans ces nouvelles opportunités. Cela est particulièrement visible dans les interventions de formations dans les métiers classiques et le domaine agro-pastoral.

ii. Créer de l'espace pour les femmes : Il s'agit ici du positionnement des femmes dans les chaînes de valeurs masculines (comme notamment dans les métiers traditionnellement réservés aux hommes) et de la stimulation de l'entrepreneuriat féminin (avec la création des micro-entreprises ou AGR).

Types et durées des formations offertes

Au Mali

- 🔸 Formation d'une durée de 7 à 90 jours selon le métier, incluant les domaines de l'aviculture, la coiffure, la couture, l'embouche bovine, l'embouche ovine, le fumage de poisson, le maraichage, la gestion de moulin, la restauration, la savonnerie, la teinture et la transformation agro-alimentaire.
- 🔸 Formation de six mois dans des métiers traditionnellement réservés aux hommes: plomberie sanitaire, électricité bâtiment, électricité photovoltaïque, couverture médiatique, froid/climatisation, peinture bâtiment, menuiserie métallique, sérigraphie/calligraphie, menuiserie bois, mécanique moto, boulangerie-pâtisserie, couture-broderie et hôtellerie.
- 🔸 Sept jours de formation en gestion d'entreprise et de groupement à l'intention de toutes les participantes, tous domaines (sus indiqués) confondus.

Au Tchad (toutes les participantes étaient issues de groupements féminins préexistants)

- 🔸 Formation pratique en techniques simples d'agriculture, d'élevage, d'arboriculture et de pisciculture.
- 🔸 Techniques de transformation, conservation et commercialisation des produits locaux.
- 🔸 Utilisation et maintenance de tracteurs et motoculteurs.
- 🔸 Installation et maintenance de panneaux solaires et d'antennes paraboliques.

iii. Organiser le changement : Grâce à l'acquisition des compétences techniques, professionnelles, et compétences de vie et entrepreneuriales, les participantes ont renforcé leur capacité d'agir et sont à même de devenir compétitives sur le marché du travail.

Les bénéficiaires ont pu obtenir un soutien pour l'installation et le maintien dans un emploi ou une activité génératrice de revenus. Cela s'est matérialisé notamment par :

- ▶ en Côte d'Ivoire, la distribution de kits pédagogiques Learn to Earn et de fonds d'appui pour la création et le développement des AGR ;
- ▶ au Tchad, la dotation en matériel, l'installation de deux ateliers pour le développement de l'énergie renouvelable, la dotation en fonds de roulement, la distribution de kits d'AGR et le don de matériels et outils modernes de production, tous pour la création, la gestion, et l'amélioration des activités AGR ;
- ▶ au Mali, le financement des participantes pour la création et le développement d'AGR et micro-entreprises, la dotation de kits d'installation composés de matériels de travail et de fonds de roulement et le placement et suivi de jeunes filles dans les entreprises pour un stage de perfectionnement dans le but d'un premier emploi.



© UNFPA/Ollivier Girard

Les résultats sont assez encourageants et sont décrits dans les documents de suivi-évaluation du projet. Il faut ajouter que le pouvoir économique des participantes s'est substantiellement accru et leur position sociale s'est améliorée. À titre illustratif, voir l'étude de cas sur le Tchad ci-dessous. Une bénéficiaire au Mali, formée en photo-vidéographie, a reçu en 2017 le prix Nyéléni décerné aux femmes qui se démarquent dans le milieu du journalisme. Comme un répondant de l'UGP Mali nous a informé : « ...environ, 2 milliards de F CFA (3,3 millions USD) de revenus. Il y a plus de 7 000 emplois créés directement par ces femmes... Chaque fille bénéficiaire du programme en plus d'elle-même a, au moins, créé un ou deux emplois et ça va jusqu'à 3 ou 5 par endroits... ».

Au-delà de l'appui matériel/financier aux bénéficiaires, il a également été prévu un volet inclusion financière consistant à appuyer les bénéficiaires pour l'accès aux services financiers. De façon générale, en Côte d'Ivoire et au Mali, on constate que les différents groupes constitués pendant le processus de formation ont maintenu le lien, certains muant en groupe de travail et/ou de soutien. Au Tchad, l'approche des groupes d'épargne (GE)/associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) a été implémentée avec succès. Les AVEC ont démontré leur efficacité dans l'atteinte d'une meilleure inclusion financière en permettant à leurs membres de générer des épargnes et d'accéder à des crédits renouvelables.

Leçons clés apprises de la mise en œuvre des activités



Leçon 3 : Encourager la démythification des métiers traditionnellement occupés par les hommes par la formation et assurer la capacitation des AJF dans ces domaines.

En encourageant, par une information appropriée, les bénéficiaires à se tourner vers ces métiers, les prochains programmes ou les initiatives analogues permettront aux filles et aux femmes d'élargir leur horizon en leur offrant des opportunités de revenus plus conséquentes, contribuant au rehaussement de leur pouvoir économique, ainsi que leur statut social et légal.



Leçon 4 : Inclure dans la liste des métiers ceux traditionnellement dévolus aux femmes.

Cette stratégie permet d'anticiper la résistance des communautés en s'appuyant sur la tradition à travers la valorisation des métiers traditionnels des femmes dans le processus d'orientation professionnelle.



Leçon 5 : Renforcer la capacité d'agir des adolescentes et jeunes femmes à travers le renforcement de leurs compétences techniques, professionnelles, entrepreneuriales et en compétences de vie.

Cette renforcement augmente leurs opportunités économiques et leur transition vers un travail décent.⁹



Leçon 6 : Adopter une approche holistique et intégrée dans la mise en œuvre des projets qui visent à autonomiser les femmes.

Les formations et les accompagnements destinés aux femmes et à leurs communautés en vue de leur autonomisation gagneraient à être fournis sous forme de package. Cela tend à induire des résultats plus probants.¹⁰ L'approche holistique permet d'outiller les bénéficiaires de façon plus efficace dans tous les aspects de leur vie et d'engager la communauté à œuvrer pour le succès des initiatives.

⁹ Une étude de l'UNFPA (2010) le confirme notamment en mettant en avant l'importance de renforcer les capacités des jeunes femmes pour leur permettre de participer pleinement à la vie économique et sociale. Une autre étude de l'ONUDI (2019) renforce ce constat.

¹⁰ Une étude conjointe d'Aflatoun International et Plan International (Mars 2017) conclut que les programmes d'autonomisation des jeunes filles ont une efficacité plus élevée lorsqu'ils associent les compétences non économiques et les modules d'éducation financière.



Leçon 7 : Assurer le suivi des participantes et leur maintien dans l'emploi.

Ce suivi est conjugué à l'allocation d'actifs de production et de ressources financières ainsi que le service de mentorat qui permet aux femmes et filles de mener efficacement les activités pour lesquelles elles ont été formées et contribue à leur épanouissement et au développement socio-économique de leur localité.



© UNFPA/Anne Senges, Banque mondiale

Étude de cas: des métiers non-traditionnels pour les adolescentes et jeunes femmes du Tchad

Comme partie d'une expérience innovante, 112 adolescentes et jeunes femmes ont été formées à l'utilisation et la maintenance de tracteurs et motoculteurs. Elles sont aujourd'hui capables de conduire ces engins pour emblaver de grandes superficies, d'en assurer la maintenance périodique et de les réparer en cas de défaillances. Leur expérience est évocatrice de la dynamique de changement positif impulsé par cette opportunité. En plus, 161 adolescentes et jeunes femmes ont reçu une formation dans l'installation et la maintenance de panneaux solaires et d'antennes paraboliques. Elles apportent une plus-value de taille dans leurs régions où ce type de compétence est en forte demande. On peut relever l'expérience réussie d'une jeune femme de 32 ans, mère de 8 enfants qui a pu démarrer une entreprise prospère dans le domaine. Une [vidéo témoignage](#) est disponible sur YouTube.

Sources : entretiens avec l'UGP pendant les interviews pour ce Guide ; voir aussi. <https://www.banquemonde.org/fr/news/feature/2019/05/14/female-tractor-drivers-and-electricians-in-chad-disrupt-the-status-quo>

PHASE 3

Suivi, évaluation et apprentissage

La stratégie de suivi-évaluation varie selon les pays SWEDD. Elle présente cependant des récurrences dont une synthèse est ci-après faite. Elle est basée sur la définition d'un cadre de résultats et d'indicateurs et des outils pour la collecte des données de bases et périodiques. Un personnel du suivi-évaluation recruté aussi bien au niveau du Secrétariat Technique Régional (STR) de l'UNFPA que des pays s'active pour assurer la coordination de ces activités. Les données primaires sont collectées sur le terrain puis traitées pour alimenter des bases centrales dédiées à des aspects spécifiques du projet: suivi des présences, sensibilisations, causeries, alphabétisation et AGR. Il est à noter cependant que le mécanisme de suivi n'a pas suffisamment ciblé des indicateurs-clé liés au volet accroissement des opportunités économiques. Cette réalité limite l'évaluation adéquate des effets des différentes interventions. Le suivi, le suivi du projet a également soulevé les défis suivants :

Stéréotypes de genre : L'encouragement des métiers pour les femmes qui sont considérés, dans l'imaginaire collectif de leurs communautés, destinés aux hommes a créé des défis pour les femmes installées dans ces métiers. Au Mali, plusieurs des bénéficiaires (notamment en plomberie et dans les métiers liés au bâtiment) se sont vues refuser l'accès à des contrats de prestation essentiellement du fait qu'elles sont des femmes. Il en ressort¹¹ un besoin de déconstruction continue des stéréotypes de genre. Ce dernier est tributaire d'actions de plaidoyer en direction de toute la communauté dans la perspective de nouvelles normes positives pour le travail décent au profit des adolescentes et jeunes femmes. Également, on relève certains cas, au Mali et au Tchad, où des maris ou tuteurs ont cherché à se positionner comme gestionnaires des actifs de quelques participantes. Des plaidoyers ont été mis en œuvre pour aplanir ces difficultés au dire de nos informateurs clés.

Retards de démarrage et défis liés aux subventions : En Côte d'Ivoire, la mobilisation des bénéficiaires au démarrage du projet a été difficile en raison de non-disponibilité de celles qui avaient été identifiées au préalable, due principalement au temps écoulé entre l'identification des bénéficiaires et le début effectif du projet.¹² À cause de ces retards, il y a eu le déplacement de certaines parmi celles-ci pour diverses causes (mariage, voyages, déplacements saisonniers, exode rurale pour la recherche d'emploi, etc.), et pour d'autres, des erreurs dans les coordonnées disponibles.

Il est à relever que les retards accumulés dans le démarrage de certaines séquences du sous-projet ont entraîné plusieurs perturbations. On note donc des difficultés logistiques qui expliquent¹³ la non réalisation de certaines activités prévues. En outre, des défections de certains membres ont été enregistrées dans des comités d'approbation des plans d'affaire. La stratégie adoptée a été de proposer une alternative au comité pour l'approbation desdits plans d'affaires puis d'effectuer le paiement de la subvention aux bénéficiaires en une tranche plutôt qu'en deux tel que prévu.

Coût et périodicité de suivi : Au Mali, les activités de suivi des bénéficiaires ont été un défi du fait d'une sous-évaluation du coût de prestation et de la durée du suivi de la mise en œuvre. En effet, il a été estimé que la durée de suivi des bénéficiaires (12 mois) et le ratio agents de suivi/bénéficiaires étaient insuffisants.

Accessibilité et durée des formations : Au Mali, plusieurs adolescentes et jeunes femmes préalablement sélectionnées n'ont pas pu bénéficier des formations à cause de l'éloignement des centres de formation de leur lieu de résidence. Il a également été mis en avant l'insuffisance de la durée de formation¹⁴ pour permettre aux bénéficiaires d'acquérir la maîtrise des notions essentielles dans certains métiers.

¹¹ Ces informations sont issues des entretiens avec l'un des répondants de l'UGP Mali et des rapports de fin d'activité.

¹² Rapport final de projet de l'IRC, pp. 15&32.

¹³ Spécifiquement, l'AIBEF n'a pas pu assurer la subvention des plans d'affaire des bénéficiaires formées dans le Hambol et l'IRC n'a subventionné que 74 pour cent des bénéficiaires ayant eu leurs plans d'affaires approuvés. Aussi, le suivi des participantes n'a pas été effectué.

¹⁴ Fiches de capitalisation sur les AGR et les métiers traditionnellement réservés aux hommes, UGP SWEDD Mali.

Disponibilité de temps pour les femmes et filles : Les activités dans les trois pays étudiés ont connu quelques perturbations, notamment au niveau du taux de participation à certaines sessions. Les obligations domestiques, sociales et économiques (tâches ménagères, gestion des enfants, travaux champêtres, etc.) des participantes les empêchaient parfois de participer aux sessions.

Défis externes (le climat, la sécurité, la pandémie de COVID-19) : La zone du Sahel est touchée depuis plusieurs années par des crises de changement de climat, et également des crises sécuritaires de toutes sortes notamment celles liées à des actes terroristes. Les effets du changement climatique impactent de façon particulière les activités agricoles qui sont une partie importante des activités ayant un potentiel élevé de génération de revenus. Le manque de sécurité affecte le déroulement normal de toutes les activités du volet économique dont les participantes ne peuvent vaquer à leurs travaux tranquillement et en tout temps ou bien se sont vus arrachés leurs outils de travail par les kidnappeurs. À ces défis quotidiens s'est ajoutée la pandémie de COVID-19. Les mesures d'urgence prises par les gouvernements au moment de la survenue de la pandémie ont entraîné la suspension de toutes les activités du projet. On note néanmoins quelques efforts d'adaptation (poursuite de quelques sessions d'alphabétisation en ligne dans les zones où la connectivité le permettait, et la conduite en Côte d'Ivoire d'une mission d'urgence de suivi des bénéficiaires de subvention).

Leçons clés apprises du suivi-évaluation



Leçon 8 : Élargir le plus possible le champ de l'analyse situationnelle en effectuant une analyse sociale approfondie en complément de l'analyse économique.

Cette approche facilite l'identification des véritables problèmes en lien avec les défis de l'autonomisation économique des adolescentes et jeunes femmes.



Leçon 9 : Inclure dans les projets d'autonomisation économique des activités à même d'identifier et de déconstruire les stéréotypes issus des normes de genre spécifiques en lien avec les conditions de vie et la position sociale des adolescentes et jeunes femmes bénéficiaires du sous-projet.

Cela permet de travailler en amont l'amélioration d'un environnement plus favorable à l'exercice d'un emploi décent.



Leçon 10 : Assurer une bonne planification et la budgétisation des activités ainsi que le respect des procédures et échéances du partenaire technique et financier.

Les opérations de subvention des plans d'affaires des bénéficiaires sont capitales pour assurer le succès des initiatives visant leur autonomie économique. Cela permet de les garder motivées et d'éviter qu'elles retombent dans certains schémas de comportements pour cause de précarité. De plus, les opérations de suivi des bénéficiaires et de leurs activités, si elles sont convenablement financées, augmenteront les chances de réussite des projets.



Leçon 11 : Veiller à une programmation qui assure un équilibre de vie pour les femmes.

Il est important de tenir compte, dans la planification et la mise en œuvre des projets, du triple statut (productif, reproductif et pourvoyeur de soins) des bénéficiaires afin de ne pas les exposer à des conflits d'agenda.



Leçon 12 : Élaborer et mettre en œuvre la stratégie de mitigation de risques du volet économique.

Il est primordial de tenir compte du contexte sécuritaire dans la mise en œuvre des projets. Les divers défis sécuritaires (braquages, terrorisme, conflits armés) peuvent mettre à mal le déroulement idéal des activités destinées à autonomiser les filles et les femmes. De plus, la pandémie de COVID-19 a entraîné des mesures contraignantes dont les effets pervers, surtout au plan économique, continuent de se faire sentir partout dans le monde. Il serait pertinent d'adapter les diverses initiatives en fonction de ces expériences.



Leçon 13 : Promouvoir les interventions innovantes qui intègrent l'adaptation aux changements climatiques.

Les aléas relatifs au temps, la dégradation continue des ressources naturelles due à la baisse de la pluviométrie et les changements cycliques de sécheresse et d'inondations constitue un défi auquel les communautés rurales sont confrontées. La destruction de tout ou partie des champs et des récoltes ont un impact négatif sur les AGR de type agricole et agroalimentaire, ce qui peut constituer un frein à l'autonomisation des filles et des femmes de ces communautés.

RÉSUMÉ DES LEÇONS CLÉS

Phase 1 : Conceptualisation	1	Adopter une approche inclusive pendant la conceptualisation en privilégiant la collaboration des structures étatiques avec la société civile.
	2	Impliquer le secteur privé dans l'analyse du marché de l'emploi.
Phase 2 : Mise en œuvre	3	Encourager la démythification des métiers traditionnellement destinés aux hommes par la formation et la capacitation des adolescentes et jeunes femmes dans ces domaines.
	4	Inclure dans la liste des métiers ceux traditionnellement dévolus aux femmes.
	5	Renforcer la capacité d'agir des adolescentes et jeunes femmes à travers le renforcement de leurs compétences techniques, professionnelles, entrepreneuriales et en compétences de vie.
	6	Adopter une approche holistique et intégrée dans la mise en œuvre des projets qui visent à autonomiser les femmes.
	7	Assurer le suivi des participantes et leur maintien dans l'emploi.
Phase 3 : Suivi, évaluation et apprentissage	8	Élargir le plus possible le champ de l'analyse situationnelle en effectuant une analyse sociale approfondie en complément de l'analyse économique.
	9	Inclure dans les projets d'autonomisation économique des activités à même d'identifier et de déconstruire les stéréotypes issus des normes de genre spécifiques en lien avec les conditions de vie et la position sociale des adolescentes et jeunes femmes bénéficiaires du sous-projet.
	10	Assurer une bonne planification et la budgétisation des activités ainsi que le respect des procédures et échéances du partenaire technique et financier.
	11	Veiller à une programmation qui assure un équilibre de vie pour les femmes.
	12	Élaborer et mettre en œuvre la stratégie de mitigation de risques du volet économique.
	13	Promouvoir les interventions innovantes qui intègrent l'adaptation aux changements climatiques.

Annexe 1 : Démarche méthodologique et échantillonnage

I. Les sources de données

1 Les informations ont été recueillies à travers les interviews avec des informateurs clés de trois pays du SWEDD (la Côte d'Ivoire, le Mali et le Tchad). Ceux-ci sont issus des trois catégories essentielles d'acteurs que sont les Ministères sectoriels, les Unités de Gestion de Projet (UGP), et les organisations de la société civile notamment les ONG de mise en œuvre. Ces trois pays sont ceux, entre tous les pays SWEDD, qui ont choisi de documenter la mise en œuvre pour cette thématique.

2 Les rapports d'activités du projet SWEDD ainsi que d'autres documents en lien avec l'accroissement des opportunités économiques issus des trois pays et d'ailleurs ont également été exploités.

II. Les échantillons

Les échantillons des informateurs pays comprennent des experts divers de chaque pays, détaillé dans l'Annexe 2 ci-dessous.

III. La méthodologie de collecte des données

Des facilitateurs recrutés ont été formés et mis en relation avec les points focaux des UGP au cours d'une séance formelle virtuelle. Une liste de documents a été mise à disposition par les UGP des trois pays. Des fiches de lecture et d'entretien ont été élaborées sur la base respectivement d'un canevas d'exploitation des documents identifiés et d'un guide de conversation. L'accent a été mis sur l'obligance de porter directement les notes sur le support dudit guide quitte à les reporter sur le canevas électronique. Il a été également indiqué de commencer les interviews en privilégiant les personnes ressources issues des trois catégories listées ci-dessus. Le recours à la technique de boule de neige a été également prescrit en cas de besoin. Les entretiens en « face à face », téléphoniques et virtuel à travers Microsoft Teams et Zoom ont facilité les échanges entre les facilitateurs, l'équipe de coordination, les points focaux des UGP et les informateurs clés qui sont effectivement touchés.

Les ressources documentaires ont été mises en parallèle avec des considérations théoriques relatives à l'emploi décent, au genre transformateur ainsi qu'à l'autonomisation des filles et des jeunes femmes.

IV. La méthodologie d'analyse

Les données documentaires et empiriques collectées et enregistrées dans une base de données ont été soumises à un traitement grâce auquel un rapport par pays a pu être rédigé. Le recours à des repères a fourni des balises pour rendre compte de façon critique des séquences ayant marqué la mise en œuvre des projets d'autonomisation économiques des femmes et filles, objets de la présente documentation rétrospective de processus.

Les informations nécessaires à la rédaction du Guide ont d'abord été extraites des rapports de chaque pays et rangées suivant les axes suggérés par le modèle fourni. Chaque partie a ensuite été rédigée avec une attention portée sur les leçons qui peuvent être relevées. Une recherche complémentaire a enfin été effectuée pour relier ou non les constats clés à des positions théoriques préexistantes.

ANNEXE 2 : Les informateurs clés enquêtés

Informateurs Interrogés	Pays
4 personnes : 1 Experte Office National de l'Equité et du Genre (ONEG), 2 experts ONG et 1 Expert UGP	Côte d'Ivoire
7 personnes : 3 Experts UGP dont 2 chefs d'antenne, 2 experts Ministère Femme, Enfant et Famille et 2 Experts ONG	Mali
6 personnes : 2 Expertes du Ministère en charge de la législation et de droits de la femme, 1 Expert UGP et 3 Experts ONG	Tchad

Bibliographie

Aflatoun International. Mars 2017. A Global Desk Review of Financial Education's Contribution to Girls' Economic Empowerment. <https://www.aflatoun.org/wp-content/uploads/2022/02/Financial-Educations-Contribution-to-Girls-Economic-Empowerment-DeskReview-CreditSuisse-1.pdf>.

Agri-ProFocus; IIRR. (2013). Faire changer les chaînes : Égalité entre les genres dans le développement des chaînes de valeur agricoles. Amsterdam: Editions KIT.

Gassier, M., Rouanet, L., & Traore, L. (2022, Février). Addressing Gender-Based Segregation through Information: Evidence from a Randomized Experiment in the Republic of Congo. Récupéré sur <https://documents1.worldbank.org/curated/en/611661644422085910/pdf/Addressing-Gender-Based-Segregation-through-Information-Evidence-from-a-Randomized-Experiment-in-the-Republic-of-Congo.pdf>.

Moore, K. (2015). Fostering economic opportunities for youth in Africa: A comprehensive approach.

Plan International. (2018, Septembre). Enoncé de position de Plan International sur l'autonomisation économique dans le monde du travail avec un focus sur les jeunes et particulièrement les filles et les jeunes femmes. Récupéré sur https://plan-international.org/uploads/2021/12/glo_economic_empowerment_in_the_world_of_work_policy_paper_eng_sept18.pdf.

Humphreys, Rowena and Paul Cook. May 2018. Youth Employment and Entrepreneurship: An Annotated Bibliography. Plan-International. https://plan-international.org/uploads/2022/01/glo-youth_employment_entrepreneurship_annotated_bibliography-final-io-eng-may18.pdf.

Organisation des Nations Unies pour le Développement Industrielle (ONU DI). 2019. Intégrer la Dimension de Genre dans le Développement de Clusters. Vienna, Austria : ONU DI. https://www.unido.org/sites/default/files/files/2019-08/Mainstreaming_Gender_in_Cluster_Development_Fr.pdf.

Singh, J., & Schneiders, M. (2016). A Global Desk Review of Financial Education's Contribution to Girls' Economic Empowerment. Aflatoun International, Plan International & Crédit Suisse. Récupéré sur <https://www.aflatoun.org/wp-content/uploads/2022/02/Financial-Educations-Contribution-to-Girls-Economic-Empowerment-DeskReview-CreditSuisse-1.pdf>.

UNFPA. 2010. Les raisons d'investir sur les jeunes dans le cadre de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté. Étude commanditée par le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), New York. Deuxième Edition. https://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/Case%20for%20Investing-FINAL_FR_v1.pdf.

Ce Guide fait partie d'une série qui documente d'une manière rétrospective le processus de mise en œuvre des interventions du projet SWEDD, et décrit les bonnes pratiques, les défis et les leçons apprises. Le projet "Autonomisation des Femmes et Dividende Démographique au Sahel" (SWEDD) a été lancé en novembre 2015 avec le soutien financier de la Banque mondiale, et l'appui technique du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) et de l'Organisation Ouest-Africaine pour la Santé (OOAS). Le SWEDD vise l'accélération de la transition démographique, le déclenchement du dividende démographique, et la réduction des inégalités du genre au Sahel. La motivation pour cette série est le fait que le SWEDD est devenu un cadre stratégique pour les décideurs politiques, les leaders d'opinion (chefs traditionnels et religieux, et autres leaders communautaires), et la communauté permettant de traiter ensemble des sujets considérés comme sensibles dans la région. C'est pourquoi il a été jugé nécessaire de partager les processus qui ont jalonné le projet. Cela inclut la description des expériences, les leçons apprises et les recommandations. Ces données probantes pourraient enrichir les programmes pour le SWEDD+ et également enrichir d'autres initiatives en matière d'égalité de genre et d'autonomisation des adolescentes et des jeunes femmes.